

Mot du rédacteur

CE ONZIÈME NUMÉRO DE l'*Observateur international de la productivité*, publié par le Centre d'étude des niveaux de vie, renferme sept articles sur une diversité de sujets : politiques pour la croissance de la productivité au Canada; les causes de l'investissement moins élevé dans les technologies de l'information et des communications (TIC) au Canada par rapport aux États-Unis; l'incidence de la politique budgétaire sur l'emploi et la productivité; la croissance de la productivité dans les industries manufacturières en Suède; et la mesure de la productivité dans le secteur des services.

En novembre 2005, le Centre d'étude des niveaux de vie (CENV) a célébré son dixième anniversaire. Pour souligner l'occasion, le CENV a organisé une activité publique au cours de laquelle des panels ont examiné des politiques pour améliorer la croissance de la productivité au Canada et accroître le bien-être économique des Canadiens. Les exposés du panel sur les politiques d'amélioration de la productivité font l'objet des trois premiers articles du présent numéro.

Rédigé par **Pierre Fortin**, Université du Québec à Montréal, le premier article soutient qu'il faut augmenter la productivité en rapprochant de la médiane le segment peu productif de la population active. Pour cette raison, la tâche la plus pressante pour les Canadiens consiste selon lui à promouvoir les compétences de base, à diminuer le taux de décrochage au secondaire et à accroître la visibilité des collègues communautaires et cégeps.

Dans le deuxième article, **Andrew Jackson**, Congrès du Travail du Canada, prétend aussi que la façon la plus efficace de stimuler la productivité consiste à répondre aux besoins en capital humain du tiers inférieur de la population active, et à créer du même coup un marché du travail plus équitable. Compte tenu que la demande de formation des adultes défavorisés n'est pas satisfaite, il propose un régime de congés de formation payés subventionnés par l'Assurance-emploi.

Dans le troisième article, **James Milway**, Institute for Competitiveness and Prosperity, allègue que le système actuel de fédéralisme fiscal au Canada, qui donne lieu à d'immenses transferts de ressources entre les provinces nanties et les provinces non nanties, favorise la consommation au détriment de l'investissement et, par conséquent, ne maximise pas notre potentiel de productivité. Entre autres stratégies, il recommande de réformer l'Assurance-emploi pour en faire un véritable programme d'assurance en y supprimant les transferts sociaux interprovinciaux, et d'établir, par une diminution des impôts des sociétés et une hausse de la TPS, un nouveau système fiscal axé sur la consommation plutôt que sur le revenu des entreprises.

Il est largement admis que le Canada investit moins dans les machines et le matériel que les États-Unis. Moins connu cependant est le fait que cet écart s'explique en grande partie par l'investissement dans les technologies de l'information et des communications (TIC). Dans le quatrième article, **Andrew Sharpe**, Centre d'étude des niveaux de vie, documente les tendances de l'investissement dans les TIC au Canada et aux États-Unis et cherche à expliquer pourquoi l'investissement par travailleur dans les TIC dans le secteur des entreprises au Canada en 2004 n'a figuré que pour 45 % de celui qu'on a observé dans le secteur des entreprises aux États-Unis. S'il ne parvient pas à fournir une explication définitive, l'auteur indique toutefois

le rôle que divers facteurs jouent à cette fin, notamment la structure industrielle, la répartition de l'emploi selon la taille des entreprises, le prix du travail comparativement aux biens d'investissement dans les TIC, et enfin la sous-estimation de l'investissement dans les TIC dans les statistiques officielles.

Il semble acquis et fondé que nous devons faire un compromis entre nos objectifs d'équité et d'efficacité. Dans le cinquième article, **William Scarth**, Université McMaster, conteste cet énoncé. Il s'emploie à démontrer rigoureusement que les subventions à l'emploi peuvent effectivement diminuer le chômage et augmenter la croissance de la productivité dans un modèle économique standard. Cette conclusion est particulièrement opportune compte tenu de l'annonce par le gouvernement fédéral, dans la *Mise à jour économique et financière* de novembre 2005, d'une prestation fiscale pour le revenu gagné. Selon Scarth, cette initiative indique que le gouvernement commence peut-être à prendre conscience des avantages stimulateurs de croissance qu'engendrent des mesures destinées à contrer simultanément le chômage structural et les inégalités.

Depuis 1990, le secteur des industries manufacturières de Suède connaît la croissance la plus rapide de la productivité du travail parmi les 12 pays de l'OCDE pour lesquels le BLS publie des données. Dans le sixième article, **Daniel Lind**, Confédération suédoise des employés professionnels, analyse les facteurs de ce rendement exemplaire et constate qu'il s'explique principalement par l'industrie de la radio, de la télévision et du matériel de communication et, plus particulièrement, par une entreprise de ce secteur, en l'occurrence Ericsson.

La mesure de la productivité dans le secteur des services a toujours constitué un défi pour les économistes. Dans le septième et dernier article, **Erwin Diewert**, Université de Colombie-Britannique, analyse l'ouvrage de **Jack Triplett** et **Barry Bosworth**, de la Brookings Institution, intitulé *Productivity in the U.S. Services Sector: New Sources of Economic Growth*. Selon Diewert, les auteurs ont rédigé un manuel sur les différents types d'erreur de mesure, qui obligera les économistes à entourer leurs estimations empiriques d'une forte dose de prudence. Diewert prétend que l'ouvrage s'avèrera inestimable à la fois pour les statisticiens économistes et les décideurs.